

Overwegende dat het dringend noodzakelijk is om, gezien die uitzonderlijke en onvoorzienbare omstandigheden, de mogelijkheid te openen om de bovengenoemde periode in 2022 te verlengen tot na 30 september;

Overwegende dat die spreidingsperiodes voor het jaar 2022 op uitzonderlijke en in de tijd beperkte wijze aangepast moeten worden;

Overwegende dat die wijziging een geringe wijziging van het plan voor duurzaam stikstofbeheer in de landbouw is;

Overwegende dat deze toestemming de landbouwers in staat zal stellen een laatste oogst van voedergewassen te verrichten alvorens deze te verspreiden onder aanvaardbare voorwaarden voor de waterkwaliteit, de bescherming van de bodembedekking en de luchtkwaliteit, en aldus te zorgen voor voldoende voorraden tot het voorjaar;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel R.203, § 4, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt aangevuld als volgt :

“In afwijking van het eerste lid kan de Minister bevoegd voor Waterbeleid de periode voor de spreiding op weiland van organische meststoffen met een snelle werking alsook van zachte mest ten belope van maximum 80 kg stikstof per hectare tot en met 15 oktober van het jaar 2022 verlengen.”.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt aangenomen.

Art. 3. De Minister, bevoegd voor het waterbeleid, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 september 2022.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2022/33583]

7 JUILLET 2022. — Arrêté 2022/528 du Collège de la Commission communautaire française portant exécution du décret du 21 juin 2013 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, l'article 8, alinéa 1^{er} ;

Vu le décret du 21 juin 2013 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Commission communautaire française ; les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 ;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, donné le 24 juin 2022 ;

Vu l'accord du Membre du Collège en charge du budget, donné le 7 juillet 2022 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 juillet 2022 sur la situation respective des femmes et des hommes ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 juillet 2022 sur la situation des personnes handicapées ;

Vu l'avis de l'organe de concertation intra-francophone, donné le 20 mai 2022 ;

Vu l'avis n° 71.461/4 du Conseil d'Etat, donné le 1^{er} juin 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Présidente du Collège

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et champ d'application

Section I. — Définitions

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° décret : le décret du 21 juin 2013 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Commission communautaire française ;

2° décret budgétaire : le décret de la Commission communautaire française du 24 avril 2014 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle des services administratifs de la Commission communautaire française et des organismes administratifs publics qui en dépendent ;

3° Collège : le Collège de la Commission communautaire française ;

4° dimension de genre : Une politique, mesure, action, etc... présente une dimension de genre quand elle concerne un domaine où femmes et hommes sont dans des situations respectives différentes ;

5° analyse de genre : une analyse qui permet une évaluation de l'impact potentiel d'une politique, mesure, action, etc. sur la situation respective des femmes et des hommes ;

- 6° approche intégrée de la dimension de genre ou Gender Mainstreaming : une approche qui consiste en la (ré)organisation, l'amélioration, l'évolution et l'évaluation des processus de prise de décision, aux fins d'incorporer la perspective de l'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les domaines et à tous les niveaux, par les acteurs généralement impliqués dans la mise en place des politiques ;
- 7° gender budgeting ou budget genré : une évaluation des budgets dans une perspective de genre à tous les niveaux du processus budgétaire et du cycle budgétaire, ainsi qu'une évaluation et une éventuelle réorientation des recettes et des dépenses dans le but de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes ;
- 8° note de genre : la note de genre telle que visée à l'article 2, alinéa 2 du décret. Tous les crédits relatifs aux actions visant à réaliser l'égalité entre les hommes et les femmes (ou crédits spécifiques genres) sont identifiés par programme ;
- 9° coordinateur genre : la/les personne(s) désignée(s) au sein de chaque direction d'administration et de chaque organisme d'intérêt public pour développer une politique de « Gender Mainstreaming » et pour participer au groupe de coordination genre. Elle(s) est/sont chargée(s) de l'intégration de l'approche de genre et est/sont désignées par les directeurs d'administration et les dirigeants des organismes d'intérêt public ;
- 10° correspondant budgétaire : la/les personne(s) désignée(s) au sein de chaque direction d'administration et de chaque organisme d'intérêt public qui assure(nt) la coordination, la centralisation, la vérification et la consolidation de toutes les informations budgétaires ;
- 11° exposé général : l'exposé général tel que défini à l'article 11, 3° du décret budgétaire, et dont les modalités sont précisées aux articles 20 et 21 du décret budgétaire ;
- 12° exécution budgétaire : l'exécution budgétaire telle que définie à l'article 79 du décret budgétaire ;
- 13° élaboration du budget : l'élaboration du budget telle que visée à l'article 10 du décret budgétaire ;
- 14° allocation de base : l'allocation de base telle que définie à l'article 17 du décret budgétaire ;
- 15° fiche justificative : document reprenant les justifications définies à l'article 17 du décret budgétaire ;
- 16° rapport d'évaluation de l'impact ou test-genre : rapport d'évaluation préalable à toute prise de décision par le Collège pour chaque projet législatif ou réglementaire. Le rapport identifie la situation respective des femmes et des hommes dans la matière concernée en ayant recours à des statistiques ventilées par sexe, en évaluant l'impact sur l'égalité des femmes et des hommes et en identifiant les mesures compensatoires à proposer en cas d'impact négatif sur des femmes et des hommes ;
- 17° IEFH : Institut pour l'égalité des Femmes et des Hommes.

Section II. — Champ d'application

Art. 3. Le champ d'application du présent arrêté vise les services du Collège et les organismes d'intérêt public. L'usage du masculin dans le présent arrêté est épiciène.

CHAPITRE II. — Composition du groupe de coordination

Art. 4. §1^{er}. Le groupe de coordination est composé comme suit :

- 1° un fonctionnaire de niveau 1 affecté à la cellule Lutte contre les discriminations et promotion de l'égalité des chances du service du secrétariat général des services du Collège ;
- 2° un membre du Cabinet de chaque membre du Collège, désigné par lui ;
- 3° un fonctionnaire de niveau 1 ou 2+ de chaque direction d'administration des services du Collège, désigné par le fonctionnaire dirigeant des services du Collège ;
- 4° un fonctionnaire de niveau 1 ou 2+ de chaque organisme d'intérêt public de la Commission communautaire française, désigné par le fonctionnaire dirigeant de l'organisme concerné ;

Il est désigné, selon le même mode, un suppléant à chacun des membres précités.

§2. Un membre de l'IEFH est invité aux réunions du groupe de coordination.

§3. Le groupe de coordination est présidé par le représentant du membre du Collège en charge de l'égalité des chances. Celui-ci pilote le groupe en collaboration avec le fonctionnaire affecté à la cellule de lutte contre les discriminations et promotion de l'égalité des chances du service du secrétariat général des services du Collège. Le président veillera à l'envoi de l'ordre du jour.

§4. Le groupe de coordination est renouvelé au début de chaque législature lorsque le gouvernement est installé, à l'exception des membres du groupe de coordination visés au §1^{er}, alinéa 1^{er}, 3° et 4°.

§5. Les membres du groupe de coordination visés à l'article 4, §1^{er}, alinéa 1^{er}, 3° et 4° assument la fonction de coordinateur genre au sein de leur direction d'administration ou de leur organisme d'intérêt public.

§6. Le membre du groupe de coordination visé à l'article 4, §1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° assure la fonction de coordinateur général en approche intégrée de genre. Il est chargé, en application de l'article 7 du décret, de l'accompagnement et du soutien du processus d'intégration de la dimension genre dans les politiques, mesures ou actions publiques.

§7. Aucune rémunération, allocation, indemnité ou jeton de présence n'est alloué aux membres du groupe de coordination.

§8. Une formation à l'approche intégrée de genre est organisée pour tous les membres du groupe de coordination. Cette formation est organisée par la cellule du développement des compétences professionnelles au plus tard dans les six mois de l'établissement du groupe de coordination.

§ 9. Le fonctionnaire dirigeant des services du Collège désigne les coordinateurs genre, au plus tard deux mois après la publication du présent arrêté.

§ 10. Les fonctionnaires dirigeants des organismes d'intérêt public désignent, au plus tard deux mois après la publication du présent arrêté, le ou les coordinateurs genre pour leur organisme.

CHAPITRE III. — *Missions du groupe de coordination*

Art. 5. § 1^{er}. Le groupe de coordination a pour mission générale :

- 1° de stimuler, orienter et contribuer à la mise en œuvre de la stratégie d'approche intégrée de genre, notamment par la diffusion et l'utilisation d'outils, d'instruments et de méthodes dans l'ensemble des politiques de la Commission communautaire française ;
- 2° de promouvoir la collaboration, la circulation de l'information et l'échange de bonnes pratiques au sein des services du Collège et des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française ;
- 3° d'organiser une concertation et une coordination permanente entre les administrations et les cabinets des membres du Collège ;
- 4° de relire le rapport annuel de la cellule lutte contre les discriminations et promotion de l'égalité des chances relatif au gender budgeting, et faire des recommandations.

§ 2. Le groupe de coordination a pour missions particulières :

- 1° d'élaborer, en tenant compte des priorités définies par le Collège pour la législature, un projet de plan visant à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Commission communautaire française en vue d'éviter ou de corriger d'éventuelles inégalités entre les femmes et les hommes et les biais de genre ;
- 2° préparer et coordonner le projet de rapport intermédiaire et de rapport de fin de législature, comme mentionné à l'article 5 du décret, et d'assurer leur suivi selon les prescriptions du chapitre VI du présent arrêté.

§ 3. Dans le cadre de ces missions, le groupe peut consulter les organes, les instances ou experts impliqués dans l'étude et la mise en œuvre de l'égalité des femmes et des hommes.

Art. 6. § 1 Le projet de plan, visé à l'article 5 § 2, 1°, est établi au début de chaque législature et pour la durée de celle-ci. Il comprend notamment :

- 1° les objectifs stratégiques visés à l'article 2, alinéa 1^{er} du décret ;
- 2° les lignes d'actions visant à la réalisation de ces objectifs stratégiques et à l'intégration de la dimension de genre dans les politiques de la Commission communautaire française.

§ 2 Le projet de plan est transmis au Ministre en charge de l'Égalité des chances au plus tard en début de législature.

Le Ministre chargé de l'Égalité des chances soumet le plan à l'approbation du Collège au plus tard dans l'année qui suit la date de formation du nouveau Collège.

CHAPITRE IV. — *Fonctionnement du groupe de coordination*

Art. 7. § 1. Le groupe de coordination adopte un règlement d'ordre intérieur dans les trois mois qui suivent son installation. Le règlement est adopté à la majorité des deux tiers des membres. A défaut de cette majorité, il est adopté à la majorité simple, lors de la réunion suivante.

§ 2. Lors du renouvellement du groupe de coordination, le règlement en vigueur reste d'application, sauf si un nouveau règlement est adopté.

Art. 8. Le secrétariat du groupe de coordination est assuré par un membre désigné par le Président du groupe.

CHAPITRE V. — *Mise en œuvre de l'approche intégrée de genre au sein des administrations*

Art. 9. § 1^{er} Le coordinateur genre a pour missions principales de :

- 1° préparer le projet de contribution de sa direction d'administration ou de son organisme d'intérêt public au plan visé à l'article 5 § 2, 1° du présent arrêté ;
- 2° préparer la contribution de sa direction d'administration ou de son organisme d'intérêt public aux rapports visés au Chapitre VI du présent arrêté ;
- 3° collaborer avec les membres du groupe de coordination issus des cabinets des membres du Collège pour mettre en place un processus de suivi des rapports d'évaluation de l'impact visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, 2°, du décret ;
- 4° assurer le suivi de l'application de la méthode pour intégrer la dimension de genre dans l'ensemble du cycle budgétaire visée à l'article 2, alinéa 3 du décret ;
- 5° assurer le suivi de la production de statistiques sexuées et de l'établissement d'indicateurs de genre visés à l'article 4 du décret ;
- 6° assurer le suivi de l'intégration de la dimension de genre dans les instruments de planification stratégique de sa direction d'administration ou de son organisme d'intérêt public ;
- 7° intégrer l'approche de genre dans les procédures de passation des marchés publics et d'octroi de subsides, pour sa direction d'administration ou son organisme d'intérêt public ;
- 8° diffuser l'information à propos de l'approche intégrée de genre et de sa mise en œuvre concrète au sein de sa direction d'administration ou de son organisme d'intérêt public.
- 9° d'apporter une aide à la complétion des tests-genre aux fonctionnaires ou membres de cabinet chargé de la rédaction de réglementation, si nécessaire.

§ 2. Le coordinateur général en approche intégrée de genre soutient les coordinateurs genre dans la réalisation de leurs missions. Il peut proposer toute mesure appropriée à cette fin.

- 1° Il rassemble, coordonne et, le cas échéant, synthétise ou propose des améliorations concernant les travaux des coordinateurs genre ;
- 2° Il organise ou coordonne les actions visant à l'intégration de la dimension de genre qui concernent plus d'une direction d'administration ou d'un organisme d'intérêt public.

- 3° . Afin de rédiger le rapport annuel relatif au gender budgeting, il compile toutes les informations provenant des coordinateurs genre et des correspondants budgétaires et rédige la note de genre, l'analyse de genre de toutes les allocations de base de catégorie 3 et l'évaluation de l'analyse de genre par rapport à l'exercice précédent.

Art. 10. § 1^{er}. Le fonctionnaire dirigeant des services du Collège et les fonctionnaires dirigeants des organismes d'intérêt public veillent, chacun pour ce qui les concerne, à ce que les coordinateurs genre et le coordinateur général en approche intégrée de genre disposent de tous les moyens nécessaires en vue d'assurer la coordination interne nécessaire à l'accomplissement de leurs missions.

§2. Le fonctionnaire dirigeant des services du Collège s'assure de la prise en compte de l'approche intégrée de genre par les membres du Conseil de direction.

§ 3. Les fonctionnaires dirigeants des organismes d'intérêt public s'assurent, chacun pour ce qui les concerne, de la prise en compte de l'approche intégrée de genre par les membres du Comité de gestion de leur organisme.

§ 4. Le Ministre en charge du budget et le Ministre en charge de l'Égalité des chances au Collège assument la responsabilité finale de la mise en œuvre de l'approche intégrée de genre au sein de l'administration et au sein de l'organisme d'intérêt public.

CHAPITRE VI. — *Les rapports*

Art. 11. Le rapport intermédiaire visé à l'article 5, alinéas 1^{er} et 2 du décret se structure par domaine de compétence. Pour chacun de ces domaines, il porte au moins sur la description, l'état des lieux, les freins et les réussites rencontrés, les propositions d'amélioration envisagées et les progrès réalisés des éléments suivants :

- 1° Les actions entreprises dans le cadre du plan visé à l'article 5, § 2, 1^o du présent arrêté ;
- 2° la production, l'analyse et l'utilisation par les services publics et les organismes d'intérêt public de statistiques de genre et indicateurs de genre visés à l'article 4 du décret ;
- 3° la note de genre visée à l'article 2, alinéa 2 du décret ;
- 4° les actions et initiatives relatives au rapport d'évaluation de l'impact (ou "test genre") visé à l'article 3, alinéa 1^{er}, 2^o, du décret ;
- 5° les actions et initiatives relatives à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des cycles budgétaires tel que visé à l'article 2, alinéa 3 du décret ;
- 6° la prise en compte de l'approche intégrée de genre dans les procédures de passation des marchés publics et l'octroi de subsides visée à l'article 3, alinéa 1^{er}, 3^o du décret.

Art. 12. Le rapport de fin de législature, au sens de l'article 5, alinéas 1^{er} et 4 du décret, se structure également par domaine de compétence.

Art. 13. Le rapport intermédiaire est transmis par le ministre chargé de l'égalité des chances à l'Assemblée de la Commission communautaire française au plus tard le 14 décembre qui suit le dépôt du deuxième projet de budget général des dépenses. Le rapport de fin de législature est transmis par le ministre chargé de l'égalité des chances à l'Assemblée de la Commission communautaire française au plus tard le 14 décembre qui suit le dépôt du cinquième projet de budget général des dépenses.

Art. 14. § 1^{er}. Le modèle de rapport d'évaluation de l'impact sur les femmes et les hommes, appelé « test genre », tel que défini à l'article 3, alinéa 1^{er}, 2^o du décret, est annexé au présent arrêté. Le « test genre » est complété par la personne qui rédige une nouvelle réglementation. Cette personne peut être un collaborateur de cabinet ou un fonctionnaire de l'administration concernée ou un fonctionnaire de l'organisme d'intérêt public concerné. Un soutien à la complétion de ce test genre par le coordinateur genre concerné est possible pour les personnes encore peu familiarisées avec l'analyse de genre. Le cas échéant, la cellule de lutte contre les discriminations et promotion de l'égalité des chances peut prendre le relais.

§ 2 Le « test genre » d'un projet d'acte législatif ou réglementaire doit être établi avant l'inter cabinet précédant la première mise à l'ordre du jour de ce projet au Collège.

§ 3 Le résultat du test doit être considéré comme une évaluation indicative du projet d'acte législatif ou réglementaire.

§ 4 Chaque Ministre sectoriellement compétent veille à ce que le « test genre » soit complété et annexé au projet de nouvelle réglementation.

§ 5 En l'absence de « test genre », un projet de réglementation ne peut être considéré comme complet et ne peut donc être inscrit à l'ordre du jour du Collège.

§ 6 Une évaluation de la manière dont ont été complétés les tests genre doit être réalisée par le groupe de coordination et les conclusions de celle-ci doivent apparaître dans le rapport intermédiaire et le rapport final, en vertu de l'article 11, 4^o et de l'article 12.

CHAPITRE VII. — *Catégorisation des allocations de base du budget*

Art. 15. §1^{er}. Les services du Collège et les organismes d'intérêt public appliquent une méthode d'intégration de la dimension de genre dans le cycle budgétaire et le processus budgétaire qui est basée sur la catégorisation des allocations de base du budget. Cette méthode permet d'identifier tous les crédits et par conséquent les crédits affectés à des actions spécifiques en vue de la réalisation de la note de genre visée à l'article 2, alinéa 2 du décret, et l'intégration de la dimension du genre dans l'ensemble du cycle budgétaire.

§ 2. Chaque allocation de base doit être classée dans un des quatre codes suivants :

- 1° code 1 ou crédits neutres : ces crédits n'ont aucun impact sur la situation respective des femmes et les hommes ;
- 2° code 2 ou crédits spécifiques genre : ces crédits favorisent spécifiquement l'égalité entre les hommes et les femmes ;
- 3° code 3 ou crédits à genrer : ces crédits sont susceptibles d'avoir un éventuel impact (direct ou indirect) sur la situation respective des hommes et des femmes ;
- 4° code 4 ou crédits hors-compétence : ces crédits sont réglés par une convention ou accord de coopération conclus avec une autre entité.

§3. La catégorisation se réalise sur la globalité de l'allocation de base.

Lorsque des crédits d'une même allocation de base, relèvent de codes différents, la procédure pour le choix du code sera déterminée par le Ministre en charge du budget et le Ministre en charge de l'Égalité des chances.

CHAPITRE VIII. — Procédure pour l'application du Gender Budgeting

Art. 16. § 1^{er}. Lors de l'élaboration du budget initial et des ajustements budgétaires annuels des services du Collège et des organismes d'intérêt public, les fonctionnaires de ces services et de ces organismes, chargés de l'estimation des crédits budgétaires, réalisent également un examen des dossiers qu'ils gèrent sur la base des définitions reprises à l'article 2 du présent arrêté, en concertation avec les coordinateurs genre. Cet examen donnera lieu à la catégorisation motivée des allocations de base, conformément à l'article 15 §2 du présent arrêté.

§ 2. Après validation de la catégorisation des allocations de base d'un programme par le responsable du service concerné, cette catégorisation motivée est ensuite vérifiée par les coordinateurs genre et les correspondants budgétaires concernés des services du Collège ou des organismes d'intérêt public et adaptés par eux le cas échéant. Le résultat est ensuite validé par le fonctionnaire-dirigeant.

§ 3. Chaque responsable des services du Collège et des organismes d'intérêt public fera une évaluation quantitative et qualitative, par programme, de l'analyse de genre de l'exercice précédent par rapport à l'exercice en cours. Ceci afin d'évaluer l'impact de leurs dépenses budgétaires en termes d'égalité des femmes et des hommes. Des indicateurs et une liste de questions sera rédigée par le groupe de coordination afin d'établir cette évaluation.

Chaque évaluation sera transmise au coordinateur général en approche intégrée de genre.

Art. 17. § 1^{er}. Les crédits relatifs aux allocations de base de code 2 doivent être intégrés dans la note de genre visée à l'article 2, alinéa 2 du décret. Les fonctionnaires chargés de la catégorisation des allocations de base du code 2 sont tenus de motiver le choix de la catégorie. Cette motivation comprend l'objectif des projets spécifiques genre et la raison pour laquelle une action spécifique est nécessaire.

La note de genre est également reprise, pour les services du Collège et les organismes d'intérêt public, dans l'exposé général relatif à chaque projet de budget général des dépenses.

§ 2. Pour les crédits relatifs aux allocations de base du code 3, les fonctionnaires chargés de l'estimation des crédits budgétaires sont tenus de rédiger par allocation de base une fiche justificative qui reprend le résultat de l'analyse de genre, et ce en concertation avec les coordinateurs genre.

§ 3. Le Ministre en charge du budget et le Ministre en charge de l'Égalité des chances déterminent le modèle de la note de genre ainsi que toutes les autres modalités, en ce compris le planning de l'implémentation de la catégorisation des allocations de base et des fiches justificatives pour les allocations de base de code 3.

§ 4. Après validation des fiches justificatives par le responsable du service concerné, celles-ci sont vérifiées par le coordinateur genre et les correspondants budgétaires concernés des services du Collège ou des organismes d'intérêt public et adaptés par eux le cas échéant. Le résultat est validé par le fonctionnaire-dirigeant. L'analyse de genre est réalisée à chaque projet de budget général des dépenses.

Art. 18. § 1^{er}. Les correspondants budgétaires sont responsables de la coordination, la centralisation et la consolidation de toutes les informations et documentations relatives à la catégorisation des allocations de base et des fiches justificatives. Ils transmettent l'ensemble de ces données au coordinateur général en approche intégrée de genre qui compile les informations et rédige la note de genre visée à l'article 2, alinéa 2 du décret, l'analyse de genre de toutes les allocations de base de catégorie 3 et l'évaluation de l'analyse de genre par rapport à l'exercice précédent. Ce rapport relatif au gender budgeting est ensuite transmis au directeur d'administration chargé du budget.

Celui-ci transmet, le cas échéant, ce rapport et toutes les informations nécessaires dans les délais requis à la Direction en charge du Budget des services du Collège, des organismes, à l'Inspecteur des Finances, au délégué du Ministre ou aux Commissaires du Collège compétents, au ministre de tutelle et aux Ministres, notamment dans le cadre de l'élaboration du budget initial ou ajusté.

§ 2. En exécution des articles 16 et 17 du présent arrêté, les responsables des services administratifs sont tenus de transmettre toutes les informations aux coordinateurs genre et aux correspondants budgétaires sur simple demande.

§ 3. Le groupe de coordination se charge d'organiser la formation et l'accompagnement nécessaires de tous les membres du personnel chargés de la mise en œuvre du présent arrêté, parmi ceux-ci également les correspondants budgétaires.

CHAPITRE X. — Dispositions finales

Art. 19. L'analyse et la note de genre visées à l'article 17 du présent arrêté sont d'application au budget des organismes d'intérêt public relatif à l'année qui suit l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 20. La catégorisation visée à l'article 15 §2 du présent arrêté est d'application au budget des organismes d'intérêt public relatif à l'année qui suit l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 21. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour suivant sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 22. Les membres du Collège, chacun pour ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 7 juillet 2022.

Pour le Collège :

B. TRACHTE,

Présidente du Collège chargé de la Promotion de la Santé, des Familles, du Budget et de la Fonction publique

R. VERVOORT,

Membre du Collège chargé de l'Enseignement, des Crèches, de la Culture, de la Politique d'aide aux personnes handicapées, du Tourisme et du Transport scolaire

B. CLERFAYT,

Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle et des Relations internationales

A. MARON,

Membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Santé

N. BEN HAMOU,

Membre du Collège chargé de la Cohésion sociale et des Infrastructures sportives

Annexe à l'arrêté 2022/528 du Collège de la Commission communautaire française du 7 juillet 2022 portant exécution du décret du 21 juin 2013 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Commission communautaire française.

TEST GENRE sur la situation respective des femmes et des hommes

L'usage du masculin dans la présente annexe est épïcène.

Partie I : Informations générales

Pourquoi le test genre ?

Le décret du 21 juin 2013 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Commission communautaire française précise que le Collège de la Cocof veille à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques, mesures, réparations de budgets ou actions qu'il prend et cela, en vue d'éviter ou de corriger d'éventuelles inégalités ou différences de situation entre les femmes et les hommes.

L'approche intégrée de la dimension de genre (ou gender mainstreaming) consiste en la (ré)organisation, l'amélioration, l'évolution et l'évaluation des processus de prise de décision, aux fins d'incorporer la perspective de l'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les domaines et à tous les niveaux, par les acteurs généralement impliqués dans la mise en place des politiques.

Quels projets sont soumis au test genre ?

Pour chaque projet d'acte législatif ou réglementaire, un rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes (ou test genre) doit être établi avant l'inter-cabinet précédant la première mise à l'ordre du jour de ce projet au Collège. Ce test genre peut être réalisé par un collaborateur de cabinet ou par un fonctionnaire de l'administration concernée ou un fonctionnaire de l'organisme d'intérêt public concerné.

En l'absence de « test genre », un projet de réglementation ne peut être considéré comme complet et ne peut donc être inscrit à l'ordre du jour du Collège.

Qu'est-ce un test genre ?

Ce test genre consiste à :

- identifier la situation respective des femmes et des hommes dans la matière concernée en ayant recours à des statistiques ventilées par sexe ;
- évaluer l'impact sur l'égalité des femmes et des hommes ;
- identifier des mesures compensatoires à proposer en cas d'impact négatif sur des femmes et des hommes.

Le genre est souvent confondu avec le sexe, mais ces deux concepts ont un sens différent. La notion de “sexe” se rapporte aux différences biologiques entre les femmes et les hommes, principalement en termes de chromosomes et d’anatomie. Par contre, le terme “genre” se réfère aux rôles attribués aux femmes et aux hommes dans la société.

Même si un projet législatif ou réglementaire peut sembler neutre parce qu’il s’adresse de manière indifférenciée (directement ou indirectement) aux hommes comme aux femmes, il peut avoir un effet différent sur les femmes ou sur les hommes parce que leur situation et leurs rôles attribués par la société sont différents.

A. Informations sur l’auteur du projet de réglementation

Membre du gouvernement compétent :

.....

Contact auprès du Cabinet :

Nom

E-mail

Tél.

Administration compétente :

.....

Contact auprès de l’administration :

Nom

E-mail

Tél.

B. Informations sur le projet de réglementation

Domaine(s) de compétence dont relève le projet qui fait l’objet du test:

.....

Titre du projet de réglementation :

.....

C. Exemption

Le test genre concerne tous les actes législatifs et réglementaires soumis au Collège.

Sont exemptés :

- La réglementation d'approbation d'accords et de traités internationaux;
- La réglementation présentant un caractère purement formel (abrogation, consolidation, confirmation, coordination de textes législatifs) ;
- Une situation exceptionnelle dûment argumentée (ci-dessous) :
 - La réglementation doit être prise dans l'urgence,
 - La réglementation est basée sur des considérations relatives à l'intérêt de l'Etat, à l'ordre et à la sécurité national(e) ou des considérations qui ne peuvent être rendues publiques,
.....
.....
.....
.....

Si le projet de réglementation est exempté, le test Genre s'arrête ici.

D. Non-application pour non pertinence

D1. La proposition touche-t-elle directement ou indirectement des personnes ?

- Oui
- Non

D2. Y a-t-il dans le champ d'application de la proposition un déséquilibre ou une différence de situation ou une inégalité H/F (accès aux ressources, droits, participation, valeurs,...) ?

- Oui
- Non

Si une des réponses à ces questions est positive, le Test Genre est pertinent.

Partie II : Questionnaire

A. Informations sur le projet de réglementation

A1. Description du projet :

.....
.....
.....
.....

A2. Liens avec des objectifs d'égalité dans le secteur d'application du texte :

Le projet a-t-il pour objectif de contribuer spécifiquement à plus d'égalité entre hommes et femmes dans le secteur concerné ?

- Oui
- Non

Si oui, quelles sont les actions prévues par le projet en lien avec l'égalité des sexes ?

.....
.....
.....
.....

B. Analyse de la situation des femmes et des hommes

B1. Quelles sont les **personnes** (directement et/ou indirectement) concernées par le projet de réglementation ?

- Par personnes directement concernées, on entend le(s) groupe(s) de personnes qui vont concrètement bénéficier de l'application de la mesure ;
- Par personnes indirectement concernées, on entend le(s) groupe(s) de personnes qui ne vont pas bénéficier directement de l'application de la mesure, mais qui pourraient indirectement en retirer un bénéfice ;
- Ces deux types de groupes de bénéficiaires peuvent être multiples.

.....
.....
.....
.....

B2. Énoncez, au sein des compétences de la Cocof sur lesquelles porte votre projet, les problématiques ou spécificités auxquelles peuvent être confrontées les personnes sur base du critère « genre » :

Donnez plus d'explications / commentaires / ou développez votre analyse ici :

.....
.....
.....
.....

B3. Si vous avez répondu positivement à la question B2 : Dans votre projet d'acte, ces problématiques limitant l'accès aux ressources ou l'exercice des droits fondamentaux des femmes ou des hommes, ont-elles été prises en compte? On entend par « ressources » l'ensemble des moyens valorisés nécessaires au bien-être et à l'émancipation (Aide sociale, emploi, communication et accès médias, santé et bien-être, éducation, culture, logement, loisirs, mobilité, revenus, sécurité...)

- Oui
- Non

Justifiez votre réponse :

.....
.....
.....
.....

C. Evaluation de l'impact du projet de réglementation

Compte tenu des réponses aux questions précédentes, le projet de réglementation aura-t-il un impact dans les domaines suivants :

C1. Le projet de réglementation aura-t-il un impact direct ou indirect sur la participation à la prise de décision des hommes ou des femmes ?

- Oui
- Non

Justifiez votre réponse :

.....
.....

C2. Le projet de réglementation aura-t-il un impact direct ou indirect sur les hommes ou des femmes notamment dans les secteurs suivants : accès à l'emploi, accès à la santé, situation socio-économique, qualité de l'enseignement, accès à la culture, accès au sport, accès à l'information ?

- Oui
- Non

Justifiez votre réponse :

.....
.....

D. Conclusions

D1. Compte tenu des réponses aux questions précédentes (cf. accès aux ressources et exercice des droits fondamentaux), l'impact du projet de réglementation sur l'égalité des femmes et des hommes sera-t-il positif/neutre/négatif ?

- Positif : disposition qui tend à corriger ou à réduire les inégalités dans la société ou dans la politique qui est menée via le projet.
- Neutre : disposition qui n'apporte pas en elle-même une source de différence entre les femmes et les hommes, mais qui, de par sa neutralité, permet potentiellement la reproduction d'une situation inégalitaire préexistante dans la société.
- Négatif : disposition qui fait ou pourrait faire naître ou accentuer une différence entre femme et homme via la politique menée par le projet.

Justifiez votre réponse :

.....
.....

D2. Si le projet de réglementation risque d'avoir un impact négatif ou neutre sur l'égalité des femmes et des hommes, avez-vous essayé de **limiter cet impact ou de prévoir des mesures compensatoires** lors de l'établissement du projet de réglementation ? (exemple : par des mesures structurelles ou des modifications de textes) **Si oui, comment ?**

.....
.....
.....
.....

E. Quels sont les indicateurs prévus pour mesurer l'impact de la réglementation sur les hommes et les femmes ?

Une modification/création d'indicateurs est-elle envisagée dans le cadre de l'évaluation ?

.....

F. Sources

Quelles sont les sources auxquelles vous avez eu recours pour répondre aux questions qui précèdent ? (Statistiques, recherches, documents de référence, institutions, personnes de référence)

.....

Vu pour être annexé à l'arrêté 2022/528 du Collège de la Commission communautaire française du 7 juillet 2022 portant exécution du décret du 21 juin 2013 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Commission communautaire française.

Bruxelles, le 7 juillet 2022.

Pour le Collège :

B. TRACHTE,

Présidente du Collège chargé de la Promotion de la Santé, des Familles, du Budget et de la Fonction publique

R. VERVOORT,

Membre du Collège chargé de l'Enseignement, des Crèches, de la Culture, de la Politique d'aide aux personnes handicapées, du Tourisme et du Transport scolaire

B. CLERFAYT,

Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle et des Relations internationales

A. MARON,

Membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Santé

N. BEN HAMOU,

Membre du Collège chargé de la Cohésion sociale et des Infrastructures sportives

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2022/33583]

7 JULI 2022. — Besluit 2022/528 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende uitvoering van het decreet van 21 juni 2013 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, artikel 8, eerste lid;

Gelet op het decreet van 21 juni 2013 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van de Franse Gemeenschapscommissie, artikelen 2, 3, 4, 5, 6, 7 en 8;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding, gegeven op 24 juni 2022;

Gelet op het akkoord van het collegelid belast met Begroting, gegeven op 7 juli 2022;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 juli 2022 op de respectieve situatie van vrouwen en mannen;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 juli 2022 op de situatie van personen met een handicap;

Gelet op het advies van het intra-Franstalig overleg, gegeven op 20 mei 2022;

Gelet op het advies nr. 71.461/4 van de Raad van State, gegeven op 1 juni 2022, met toepassing van artikel 84, §1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voordracht van de voorzitter van het College;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, met toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

HOOFDSTUK I. — *Definities en toepassingsgebied*

Afdeling I. — Definities

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

- 1^o decreet: het decreet van 21 juni 2013 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van de Franse Gemeenschapscommissie;
- 2^o begrotingsdecreet: het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 april 2014 houdende bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle van de administratieve diensten van de Franse Gemeenschapscommissie en de administratieve openbare instellingen die daarvan afhangen;
- 3^o College: het College van de Franse Gemeenschapscommissie;
- 4^o genderdimensie: een beleidslijn, maatregel, actie, enz. bevat een genderdimensie wanneer die een domein betreft waarbinnen vrouwen en mannen zich in een verschillende situatie bevinden;
- 5^o genderanalyse: een analyse die het mogelijk maakt de potentiële impact van een beleidslijn, maatregel, actie, enz. op de respectieve situatie van vrouwen en mannen te evalueren;
- 6^o geïntegreerde aanpak van de genderdimensie of 'gender mainstreaming': een aanpak die bestaat in het (re)organiseren, verbeteren, ontwikkelen en evalueren van besluitvormingsprocessen met het oog op het integreren van het perspectief van gelijkheid tussen vrouwen en mannen in alle domeinen en op alle niveaus door de actoren die in het algemeen betrokken zijn bij de beleidsvorming;
- 7^o gender budgeting of genderbegroting: een evaluatie van de begrotingen vanuit een genderperspectief op alle niveaus van het begrotingsproces en de begrotingscyclus, alsook een evaluatie en eventuele heroriëntering van de ontvangsten en uitgaven met de bedoeling de gelijkheid tussen vrouwen en mannen te bevorderen;
- 8^o gendernota: de gendernota zoals bedoeld in artikel 2, tweede lid, van het decreet. Alle kredieten met betrekking tot de acties om de gelijkheid van mannen en vrouwen te verwezenlijken (of genderspecifieke kredieten) worden per programma vastgesteld;
- 9^o gendercoördinator: de perso(o)n(en) aangeduid binnen elke bestuursdirectie en elke instelling van openbaar nut om een 'gender mainstreaming'-beleid te ontwikkelen en om deel te nemen aan de gendercoördinatiegroep. Hij is/Ze zijn belast met de integratie van de genderaanpak en wordt/worden aangeduid door de bestuursdirecteurs en de leidinggevenden van de instellingen van openbaar nut;
- 10^o begrotingscorrespondent: de perso(o)n(en) aangeduid binnen elke bestuursdirectie en elke instelling van openbaar nut die instaat/instaan voor de coördinatie, de centralisatie, de verificatie en de consolidatie van alle begrotingsinformatie;
- 11^o algemene toelichting: de algemene toelichting zoals bepaald in artikel 11, 3^o, van het begrotingsdecreet en waarvan de modaliteiten worden verduidelijkt in de artikelen 20 en 21 van het begrotingsdecreet;
- 12^o begrotingsuitvoering: de begrotingsuitvoering zoals bepaald in artikel 79 van het begrotingsdecreet;
- 13^o begrotingsopmaak: de begrotingsopmaak zoals bedoeld in artikel 10 van het begrotingsdecreet;
- 14^o basisallocatie: de basisallocatie zoals bepaald in artikel 17 van het begrotingsdecreet;
- 15^o verantwoordingsfiche: een document waarin de verantwoordingen bepaald in artikel 17 van het begrotingsdecreet worden vermeld;
- 16^o evaluatieverslag van de impact of gendertest: een evaluatieverslag voorafgaand aan elke beslissingname door het College voor elk wetgevend of regelgevend ontwerp. In het verslag wordt de respectieve situatie van vrouwen en mannen in de betrokken materie in kaart gebracht, aan de hand van naar geslacht uitgesplitste statistieken, waarbij de impact voor de gelijkheid van vrouwen en mannen wordt geëvalueerd en wordt aangegeven welke compenserende maatregelen moeten worden voorgesteld in geval van negatieve impact op vrouwen en mannen;
- 17^o IGVM: het Instituut voor de Gelijkheid van Vrouwen en Mannen.

Afdeling II. — Toepassingsgebied

Art. 3. Dit besluit is van toepassing op de diensten van het College en de instellingen van openbaar nut.

De in dit besluit gebruikte mannelijke vorm is gemeenslachtig.

HOOFDSTUK II. — *Samenstelling van de coördinatiegroep*

Art. 4. §1. De coördinatiegroep wordt als volgt samengesteld:

- 1^o een ambtenaar van niveau 1 toegewezen aan de cel Bestrijding van discriminatie en bevordering van gelijke kansen van de dienst van het secretariaat-generaal van de diensten van het College;
- 2^o een lid van het kabinet van elk collegelid, door hem aangewezen;

- 3° een ambtenaar van niveau 1 of 2+ van elke bestuursdirectie van de diensten van het College, aangewezen door de leidend ambtenaar van de diensten van het College;
- 4° een ambtenaar van niveau 1 of 2+ van elke instelling van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie, aangewezen door de leidend ambtenaar van de betrokken instelling.

Voor elk van de bovengenoemde leden wordt op dezelfde wijze een plaatsvervanger aangewezen.

§2. Een lid van het IGVM wordt uitgenodigd op de vergaderingen van de coördinatiegroep.

§3. De coördinatiegroep wordt voorgezeten door de vertegenwoordiger van het collegelid belast met Gelijke Kansen. Die laatste leidt de groep in samenwerking met de ambtenaar toegewezen aan de cel Bestrijding van discriminatie en bevordering van gelijke kansen van de dienst van het secretariaat-generaal van de diensten van het College. De voorzitter zorgt voor de toezending van de agenda.

§4. De coördinatiegroep wordt bij het begin van elke legislatuur vernieuwd bij de installatie van de regering, met uitzondering van de leden van de coördinatiegroep bedoeld in §1, eerste lid, 3° en 4°.

§5. De leden van de coördinatiegroep bedoeld in artikel 4, §1, eerste lid, 3° en 4°, vervullen de functie van gendercoördinator binnen hun bestuursdirectie of instelling van openbaar nut.

§6. Het lid van de coördinatiegroep bedoeld in artikel 4, §1, eerste lid, 1°, vervult de functie van algemeen coördinator 'gender mainstreaming'. Met toepassing van artikel 7 van het decreet is hij ermee belast het proces van integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen, maatregelen of acties van de overheid te begeleiden en te ondersteunen.

§7. Aan de leden van de coördinatiegroep worden geen bezoldigingen, toelagen, vergoedingen of presentiegelden toegekend.

§8. Voor alle leden van de coördinatiegroep wordt een opleiding 'gender mainstreaming' georganiseerd. Die opleiding wordt binnen zes maanden na de installatie van de coördinatiegroep georganiseerd door de cel Ontwikkeling van beroepsvaardigheden.

§9. De leidend ambtenaar van de diensten van het College wijst uiterlijk twee maanden na de bekendmaking van dit besluit de gendercoördinatoren aan.

§10. De leidend ambtenaren van de instellingen van openbaar nut wijzen uiterlijk twee maanden na de bekendmaking van dit besluit de gendercoördinator(en) voor hun instelling aan.

HOOFDSTUK III. — *Opdrachten van de coördinatiegroep*

Art. 5. §1. De coördinatiegroep heeft als algemene opdracht:

- 1° de uitvoering van de 'gender mainstreaming'-strategie stimuleren, sturen en ertoe bijdragen, met name via de verspreiding en het gebruik van hulpmiddelen, instrumenten en methodes in alle beleidsdomeinen van de Franse Gemeenschapscommissie;
- 2° de samenwerking, de verspreiding van informatie en de uitwisseling van goede praktijken binnen de diensten van het College en de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie bevorderen;
- 3° overleg en permanente coördinatie tussen de administraties en de kabinetten van de collegeleden organiseren;
- 4° het jaarverslag over gender budgeting van de cel Bestrijding van discriminatie en bevordering van gelijke kansen nalezen en aanbevelingen doen.

§2. De coördinatiegroep heeft als specifieke opdrachten:

- 1° een ontwerpplan opstellen, rekening houdend met de door het College bepaalde prioriteiten voor de legislatuur, met als doel de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschapscommissie te integreren, om eventuele ongelijkheden tussen vrouwen en mannen en genderbias te voorkomen of te corrigeren;
- 2° het ontwerp van tussentijds verslag en eindverslag van de legislatuur, zoals vermeld in artikel 5 van het decreet, voorbereiden en coördineren, en zorgen voor de opvolging ervan overeenkomstig de voorschriften van hoofdstuk VI van dit besluit.

§3. In het kader van deze opdrachten kan de groep de organen, instanties of experts die betrokken zijn bij het onderzoek naar en de implementatie van de gelijkheid van vrouwen en mannen raadplegen.

Art. 6. §1. Het ontwerpplan bedoeld in artikel 5, §2, 1°, wordt opgesteld bij het begin van elke legislatuur en voor de duur ervan. Het omvat met name:

- 1° de strategische doelstellingen bedoeld in artikel 2, eerste lid, van het decreet;
- 2° de actielijnen bedoeld om die strategische doelstellingen en de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van de Franse Gemeenschapscommissie te verwezenlijken.

§2. Het ontwerpplan wordt uiterlijk aan het begin van de legislatuur overgemaakt aan de minister belast met Gelijke Kansen.

De minister belast met Gelijke Kansen legt het plan uiterlijk in het jaar dat volgt op de vormingsdatum van het nieuwe College ter goedkeuring voor aan het College.

HOOFDSTUK IV. — *Werking van de coördinatiegroep*

Art. 7. §1. De coördinatiegroep neemt binnen drie maanden na zijn installatie een huishoudelijk reglement aan. Het reglement wordt aangenomen met een tweederdemeerderheid van de leden. Bij het ontbreken van die meerderheid wordt het aangenomen met een gewone meerderheid tijdens de volgende vergadering.

§2. Bij de vernieuwing van de coördinatiegroep blijft het geldende reglement van toepassing, tenzij een nieuw reglement wordt aangenomen.

Art. 8. Het secretariaat van de coördinatiegroep wordt verzorgd door een lid aangeduid door de voorzitter van de groep.

HOOFDSTUK V. — *Implementatie van 'gender mainstreaming' binnen de administraties*

Art. 9. §1. De gendercoördinator heeft als hoofdplichten:

- 1° het ontwerp van bijdrage van zijn bestuursdirectie of instelling van openbaar nut aan het plan bedoeld in artikel 5, §2, 1°, van dit besluit, voorbereiden;
- 2° de bijdrage van zijn bestuursdirectie of instelling van openbaar nut aan de verslagen bedoeld in Hoofdstuk VI van dit besluit, voorbereiden;
- 3° samenwerken met de leden van de coördinatiegroep afkomstig uit de kabinetten van de collegeleden, om een proces voor de opvolging van de evaluatieverslagen van de impact bedoeld in artikel 3, eerste lid, 2°, van het decreet, in te stellen;
- 4° de toepassing van de methode om de genderdimensie in de hele begrotingscyclus te integreren, bedoeld in artikel 2, derde lid, van het decreet, opvolgen;
- 5° de productie van naar geslacht uitgesplitste statistieken en de opstelling van genderindicatoren, bedoeld in artikel 4 van het decreet, opvolgen;
- 6° de integratie van de genderdimensie in de strategische planningsinstrumenten van zijn bestuursdirectie of instelling van openbaar nut opvolgen;
- 7° 'gender mainstreaming' integreren in de plaatsingsprocedures van overheidsopdrachten en toekenningsprocedures van subsidies van zijn bestuursdirectie of instelling van openbaar nut;
- 8° informatie over 'gender mainstreaming' en de concrete implementatie ervan binnen zijn bestuursdirectie of instelling van openbaar nut verspreiden;
- 9° ambtenaren of kabinetsleden die belast zijn met het opstellen van regelgeving zo nodig helpen bij het invullen van gendertesten.

§2. De algemeen coördinator 'gender mainstreaming' ondersteunt de gendercoördinatoren bij de uitvoering van hun opdrachten. Hij kan daartoe elke passende maatregel voorstellen.

- 1° Hij verzamelt, coördineert en, indien nodig, synthetiseert of stelt verbeteringen voor met betrekking tot het werk van de gendercoördinatoren.
- 2° Hij organiseert of coördineert de acties die gericht zijn op de integratie van de genderdimensie en die betrekking hebben op meer dan één bestuursdirectie of instelling van openbaar nut.
- 3° Voor het opstellen van het jaarverslag over gender budgeting verzamelt hij alle informatie van de gendercoördinatoren en begrotingscorrespondenten en stelt hij de gendernota, de genderanalyse van alle basisallocaties van categorie 3 en de evaluatie van de genderanalyse ten opzichte van het voorgaande jaar op.

Art. 10. §1. De leidend ambtenaar van de diensten van het College en de leidend ambtenaren van de instellingen van openbaar nut zien, elk voor wat hen betreft, erop toe dat de gendercoördinatoren en de algemeen coördinator 'gender mainstreaming' over alle nodige middelen beschikken om de interne coördinatie te verzekeren die nodig is om hun opdrachten uit te voeren.

§2. De leidend ambtenaar van de diensten van het College ziet erop toe dat de leden van de raad van bestuur rekening houden met 'gender mainstreaming'.

§3. De leidend ambtenaren van de instellingen van openbaar nut zien, elk voor wat hen betreft, erop toe dat de leden van het directiecomité van hun instelling rekening houden met 'gender mainstreaming'.

§4. De minister belast met Begroting en de minister belast met Gelijke Kansen van het College dragen de eindverantwoordelijkheid voor de implementatie van 'gender mainstreaming' binnen de administratie en de instelling van openbaar nut.

HOOFDSTUK VI. — *De verslagen*

Art. 11. Het tussentijds verslag bedoeld in artikel 5, eerste en tweede lid, van het decreet, wordt gestructureerd per bevoegdheidsdomein. Voor elk van die domeinen omvat het ten minste de beschrijving, de stand van zaken, de ondervonden belemmeringen en successen, de voorgenomen verbeteringsvoorstellen en de geboekte vooruitgang van de volgende elementen:

- 1° de acties ondernomen in het kader van het plan bedoeld in artikel 5, §2, 1°, van dit besluit;
- 2° de productie, de analyse en het gebruik door de overheidsdiensten en instellingen van openbaar nut van de genderstatistieken en genderindicatoren bedoeld in artikel 4 van het decreet;
- 3° de gendernota bedoeld in artikel 2, tweede lid, van het decreet;

- 4° de acties en initiatieven met betrekking tot het evaluatieverslag van de impact (of 'gendertest') bedoeld in artikel 3, eerste lid, 2°, van het decreet;
- 5° de acties en initiatieven met betrekking tot de integratie van de genderdimensie in alle begrotingscycli zoals bedoeld in artikel 2, derde lid, van het decreet;
- 6° het in aanmerking nemen van 'gender mainstreaming' in de plaatsingsprocedures van overheidsopdrachten en toekenningsprocedures van subsidies bedoeld in artikel 3, eerste lid, 3°, van het decreet.

Art. 12. Het eindverslag van de legislatuur, in de zin van artikel 5, eerste en vierde lid, van het decreet, wordt ook gestructureerd per bevoegdheidsdomein.

Art. 13. Het tussentijds verslag wordt uiterlijk op 14 december volgend op de indiening van het tweede ontwerp van algemene uitgavenbegroting door de minister belast met Gelijke Kansen aan de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie overgemaakt. Het eindverslag van de legislatuur wordt uiterlijk op 14 december volgend op de indiening van het vijfde ontwerp van algemene uitgavenbegroting door de minister belast met Gelijke Kansen aan de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie overgemaakt.

Art. 14. §1. Het model voor het evaluatieverslag van de impact op vrouwen en mannen, 'gendertest' genaamd, zoals omschreven in artikel 3, eerste lid, 2°, van het decreet, is bij dit besluit gevoegd. De 'gendertest' wordt ingevuld door de persoon die nieuwe regelgeving opstelt. Die persoon kan een kabinetsmedewerker zijn, of een ambtenaar van de betrokken administratie of een ambtenaar van de betrokken instelling van openbaar nut. Ondersteuning bij het invullen van deze gendertest door de betrokken gendercoördinator is mogelijk voor personen die nog niet vertrouwd zijn met de genderanalyse. Indien nodig kan de cel Bestrijding van discriminatie en bevordering van gelijke kansen het overnemen.

§2. De 'gendertest' van een ontwerp van wetgevende of regelgevende handeling wordt uitgevoerd vóór de interkabinettenvergadering die voorafgaat aan de eerste agendering van dat ontwerp bij het College.

§3. Het resultaat van de test moet worden beschouwd als een indicatieve evaluatie van het ontwerp van wetgevende of regelgevende handeling.

§4. Elke sectoraal bevoegde minister ziet erop toe dat de gendertest wordt ingevuld en bij het ontwerp van nieuwe regelgeving wordt gevoegd.

§5. Bij het ontbreken van de 'gendertest' kan een ontwerp van regelgeving niet als volledig worden beschouwd en dus niet op de agenda van het College worden geplaatst.

§6. De coördinatiegroep maakt een evaluatie van de wijze waarop de gendertesten zijn ingevuld en de conclusies daarvan worden opgenomen in het tussentijds verslag en het eindverslag, overeenkomstig artikel 11, 4°, en artikel 12.

HOOFDSTUK VII. — *Categorisering van de basisallocaties van de begroting*

Art. 15. §1. De diensten van het College en de instellingen van openbaar nut passen in de begrotingscyclus en het begrotingsproces een methode voor de integratie van de genderdimensie toe die gebaseerd is op de categorisering van de basisallocaties van de begroting. Die methode maakt het mogelijk alle kredieten en bijgevolg de kredieten voor specifieke acties te identificeren om de in artikel 2, tweede lid, van het decreet bedoelde gendernota te realiseren en de genderdimensie in de hele begrotingscyclus te integreren.

§2. Elke basisallocatie wordt ingedeeld in een van de volgende vier codes:

- 1° code 1 of neutrale kredieten: deze kredieten hebben geen impact op de respectieve situatie van vrouwen en mannen;
- 2° code 2 of genderspecifieke kredieten: deze kredieten bevorderen specifiek de gelijkheid tussen mannen en vrouwen;
- 3° code 3 of naar gender in te delen kredieten: deze kredieten kunnen een (directe of indirecte) impact hebben op de respectieve situatie van mannen en vrouwen;
- 4° code 4 of kredieten buiten het bevoegdheidsdomein: deze kredieten worden geregeld in een overeenkomst of samenwerkingsakkoord met een andere entiteit.

§3. De categorisering wordt uitgevoerd voor de volledige basisallocatie.

Wanneer kredieten van eenzelfde basisallocatie onder verschillende codes vallen, wordt de procedure voor de keuze van de code bepaald door de minister belast met Begroting en de minister belast met Gelijke Kansen.

HOOFDSTUK VIII. — *Procedure voor de toepassing van gender budgeting*

Art. 16. §1. Bij het opmaken van de initiële begroting en de jaarlijkse begrotingsaanpassingen van de diensten van het College en de instellingen van openbaar nut, onderzoeken de ambtenaren van die diensten en instellingen die belast zijn met het ramen van de begrotingskredieten, in overleg met de gendercoördinatoren, ook de dossiers die zij beheren op basis van de definities opgenomen in artikel 2 van dit besluit. Dat onderzoek zal aanleiding geven tot de gemotiveerde categorisering van de basisallocaties, overeenkomstig artikel 15, §2, van dit besluit.

§2. Na validatie van de categorisering van de basisallocaties van een programma door de verantwoordelijke van de betrokken dienst, wordt deze gemotiveerde categorisering vervolgens gecontroleerd door de betrokken gendercoördinatoren en begrotingscorrespondenten van de diensten van het College of instellingen van openbaar nut en zo nodig door hen aangepast. Het resultaat wordt vervolgens gevalideerd door de leidend ambtenaar.

§3. Elke verantwoordelijke van de diensten van het College en de instellingen van openbaar nut maakt per programma een kwantitatieve en kwalitatieve evaluatie van de genderanalyse van het voorgaande jaar ten opzichte van het lopende jaar. Dat om de impact van hun begrotingsuitgaven op het gebied van gelijkheid van vrouwen en mannen te evalueren. De coördinatiegroep zal indicatoren en een vragenlijst opstellen om die evaluatie uit te voeren.

Elke evaluatie wordt overgemaakt aan de algemeen coördinator 'gender mainstreaming'.

Art. 17. §1. De kredieten betreffende de basisallocaties van code 2 worden opgenomen in de gendernota bedoeld in artikel 2, tweede lid, van het decreet. De ambtenaren die belast zijn met de categorisering van de basisallocaties van code 2 motiveren de categoriekeuze. Deze motivatie omvat het doel van de genderspecifieke projecten en de reden waarom specifieke actie noodzakelijk is.

De gendernota wordt voor de diensten van het College en de instellingen van openbaar nut ook opgenomen in de algemene toelichting van elk ontwerp van algemene uitgavenbegroting.

§2. Voor de kredieten betreffende de basisallocaties van code 3 stellen de ambtenaren die belast zijn met het ramen van de begrotingskredieten, in overleg met de gendercoördinatoren, voor elke basisallocatie een verantwoordingsfiche op waarin het resultaat van de genderanalyse wordt vermeld.

§3. De minister belast met Begroting en de minister belast met Gelijke Kansen bepalen het model voor de gendernota alsook alle andere modaliteiten, met inbegrip van de planning van de uitvoering van de categorisering van de basisallocaties en de verantwoordingsfiches voor de basisallocaties van code 3.

§4. Na validatie van de verantwoordingsfiches door de verantwoordelijke van de betrokken dienst, worden ze gecontroleerd door de betrokken gendercoördinatoren en begrotingscorrespondenten van de diensten van het College of instellingen van openbaar nut en zo nodig door hen aangepast. Het resultaat wordt gevalideerd door de leidend ambtenaar. De genderanalyse wordt uitgevoerd voor elk ontwerp van algemene uitgavenbegroting.

Art. 18. §1. De begrotingscorrespondenten zijn verantwoordelijk voor de coördinatie, centralisatie en consolidatie van alle informatie en documentatie met betrekking tot de categorisering van de basisallocaties en de verantwoordingsfiches. Zij maken al deze gegevens over aan de algemeen coördinator 'gender mainstreaming', die de informatie bundelt en de in artikel 2, tweede lid, van het decreet bedoelde gendernota opstelt, alsook de genderanalyse van alle basisallocaties van categorie 3 en de evaluatie van de genderanalyse ten opzichte van het voorgaande jaar. Dit verslag over de gender budgeting wordt vervolgens overgemaakt aan de bestuursdirecteur die belast is met de begroting.

Die maakt dat verslag en alle nodige informatie binnen de vereiste termijnen over aan de directie die belast is met de begroting van de diensten van het College, de instellingen, de Inspecteur van Financiën, de gedelegeerde van de minister of de bevoegde commissarissen van het College, de toezichthoudende minister en de ministers, met name in het kader van de opmaak van de initiële of aangepaste begroting.

§2. In uitvoering van de artikelen 16 en 17 van dit besluit maken de verantwoordelijken van de administratieve diensten alle informatie op eenvoudig verzoek over aan de gendercoördinatoren en de begrotingscorrespondenten.

§3. De coördinatiegroep staat in voor het organiseren van de noodzakelijke opleiding en begeleiding van alle personeelsleden die belast zijn met de uitvoering van dit besluit, met inbegrip van de begrotingscorrespondenten.

HOOFDSTUK X. — Slotbepalingen

Art. 19. De genderanalyse en de gendernota bedoeld in artikel 17 van dit besluit zijn van toepassing op de begroting van de instellingen van openbaar nut voor het jaar dat volgt op de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 20. De categorisering bedoeld in artikel 15, §2, van dit besluit is van toepassing op de begroting van de instellingen van openbaar nut voor het jaar dat volgt op de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 21. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een termijn van tien dagen die ingaat op de dag volgend op de bekendmaking van het besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 22. De collegeleden worden, elk voor wat hen betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 juli 2022.

Voor het College :

B. TRACHTE,

Voorzitster van het College belast met Gezondheidsbevordering, Gezin, Begroting en Openbaar Ambt

R. VERVOORT,

Collegelid belast met Onderwijs, Crèches, Cultuur, Bijstand aan Personen met een Handicap, Toerisme en Schoolvervoer

B. CLERFAYT,

Collegelid belast met Beroepsopleiding en Internationale Betrekkingen

A. MARON,

Collegelid belast met Welzijn en Gezondheid

N. BEN HAMOU,

Collegelid belast met Sociale Cohesie en Sportinfrastructuur

Bijlage bij het besluit 2022/528 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 juli 2022 houdende uitvoering van het decreet van 21 juni 2013 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van de Franse Gemeenschapscommissie

Gendertest op de respectieve situatie van vrouwen en mannen

De in deze bijlage gebruikte mannelijke vorm is gemeenslachtig.

Deel I: Algemene informatie

Waarom de gendertest?

In het decreet van 21 juni 2013 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van de Franse Gemeenschapscommissie wordt gespecificeerd dat het College van de Franse Gemeenschapscommissie erop toeziet dat de genderdimensie wordt geïntegreerd in alle beleidslijnen, maatregelen, begrotingsvoorbereidingen of acties die het onderneemt, om eventuele ongelijkheden of verschillen in de situatie tussen vrouwen en mannen te voorkomen of te corrigeren.

De geïntegreerde aanpak van de genderdimensie of ‘gender mainstreaming’ bestaat in het (re)organiseren, verbeteren, ontwikkelen en evalueren van besluitvormingsprocessen met het oog op het integreren van het perspectief van gelijkheid tussen vrouwen en mannen in alle domeinen en op alle niveaus door de actoren die in het algemeen betrokken zijn bij de beleidsvorming.

Voor welke ontwerpen moet de gendertest worden uitgevoerd?

Voor elk ontwerp van wetgevende of regelgevende handeling moet een evaluatieverslag van de impact van het ontwerp op de respectieve situatie van vrouwen en mannen (of ‘gendertest’) worden opgesteld vóór de interkabinettenvergadering die voorafgaat aan de eerste agendering van dat ontwerp bij het College. Deze gendertest kan worden uitgevoerd door een kabinetsmedewerker of een ambtenaar van de betrokken administratie of een ambtenaar van de betrokken instelling van openbaar nut.

Bij het ontbreken van de ‘gendertest’ kan een ontwerp van regelgeving niet als volledig worden beschouwd en dus niet op de agenda van het College worden geplaatst.

Wat is een gendertest?

De gendertest bestaat uit:

- het in kaart brengen van de respectieve situatie van vrouwen en mannen in de betrokken materie, aan de hand van naar geslacht uitgesplitste statistieken;
- het evalueren van de impact op de gelijkheid van vrouwen en mannen;
- het identificeren van de compenserende maatregelen die moeten worden voorgesteld in geval van negatieve impact op vrouwen en mannen.

Gender wordt vaak verward met geslacht. Deze twee concepten hebben echter een verschillende betekenis. Het begrip 'geslacht' slaat op de biologische verschillen tussen vrouwen en mannen, in de eerste plaats in termen van chromosomen en anatomie. De term 'gender' daarentegen verwijst naar de rollen die vrouwen en mannen in de samenleving toegewezen krijgen.

Hoewel een wetgevend of regelgevend ontwerp neutraal kan lijken omdat het zonder onderscheid (direct of indirect) tot zowel mannen als vrouwen is gericht, kan het een ander effect hebben op vrouwen of mannen omdat hun situatie en hun rollen die door de samenleving worden toegewezen, verschillend zijn.

A. Informatie over de opsteller van het ontwerp van regelgeving

Bevoegd regeringslid:

.....
.....

Contactpersoon bij het kabinet:

Naam:

E-mail:

Telefoonnummer:

Bevoegde administratie:

.....
.....

Contactpersoon bij de administratie:

Naam:

E-mail:

Telefoonnummer:

B. Informatie over het ontwerp van regelgeving

Bevoegdheidsdomein(en) waartoe het geteste ontwerp behoort:

.....
.....

Titel van het ontwerp van regelgeving:

.....
.....
.....
.....

C. Vrijstelling

De gendertest heeft betrekking op alle wetgevende en regelgevende handelingen die aan het College worden voorgelegd.

Vrijgesteld zijn:

- de regelgeving tot goedkeuring van internationale akkoorden en verdragen;
- de regelgeving van louter formele aard (opheffing, consolidatie, bevestiging, coördinatie van wetgevende teksten);
- een naar behoren gemotiveerde uitzonderlijke situatie (zie hieronder):
 - De regelgeving moet dringend worden genomen.
 - De regelgeving is gebaseerd op overwegingen die betrekking hebben op het staatsbelang, de nationale orde en veiligheid of overwegingen die niet openbaar mogen worden gemaakt.

.....
.....
.....

Als het ontwerp van regelgeving vrijgesteld is, stopt de gendertest hier.

D. Niet-toepassing wegens irrelevantie

D1. Heeft het voorstel direct of indirect betrekking op personen?

- Ja
- Nee

D2. Bestaat er in het toepassingsgebied van het voorstel onevenwicht of een verschil in situatie of ongelijkheid tussen mannen en vrouwen (toegang tot middelen, rechten, deelname, waarden, enz.)?

- Ja
- Nee

Als een van de antwoorden op de bovenstaande vragen positief is, is de gendertest relevant.

Deel II: Vragenlijst

A. Informatie over het ontwerp van regelgeving

A1. Omschrijving van het ontwerp:

.....
.....
.....

A2. Relatie tot de gelijkheidsdoelstellingen in de sector waar de tekst van toepassing is:

Heeft het project specifiek tot doel bij te dragen tot meer gelijkheid tussen mannen en vrouwen in de betrokken sector?

- Ja
- Nee

Indien ja, welke acties zijn in het ontwerp gepland met betrekking tot de gelijkheid van mannen en vrouwen?

.....
.....
.....

B. Analyse van de situatie van vrouwen en mannen

B1. Wie zijn de **personen** die (direct en/of indirect) bij het ontwerp van regelgeving betrokken zijn?

- Onder directe betrokkenen wordt verstaan: de groep(en) personen die concreet baat zullen hebben bij de toepassing van de maatregel.
- Onder indirecte betrokkenen wordt verstaan: de groep(en) personen die niet direct baat zullen hebben bij de toepassing van de maatregel, maar die er wel indirect baat bij kunnen hebben.
- Deze twee types van groepen van begunstigden kunnen meervoudig zijn.

.....
.....
.....

B2. Geef, binnen de bevoegdheden van de FGC waarop uw ontwerp betrekking heeft, aan met welke knelpunten of bijzonderheden personen op basis van het criterium 'gender' kunnen worden geconfronteerd:

Geef hier meer uitleg/opmerkingen of geef uw analyse:

.....
.....
.....

B3. Indien u vraag B2 positief hebt beantwoord: Is er in uw ontwerphandeling rekening gehouden met deze kwesties die de toegang tot middelen of de uitoefening van de grondrechten van vrouwen of mannen beperken? Onder 'middelen' wordt verstaan: alle gewaardeerde middelen die noodzakelijk zijn voor welzijn en emancipatie (sociale bijstand, werkgelegenheid, toegang tot communicatie en media, gezondheid en welzijn, onderwijs, cultuur, huisvesting, vrije tijd, mobiliteit, inkomen, veiligheid, enz.).

- Ja
- Nee

Motiveer uw antwoord:

.....
.....
.....

C. Evaluatie van de impact van het ontwerp van regelgeving

Zal het ontwerp van regelgeving, rekening houdend met de antwoorden op de voorgaande vragen, een impact hebben op de volgende domeinen:

C1. Zal het ontwerp van regelgeving een directe of indirecte impact hebben op de deelname van mannen of vrouwen aan de besluitvorming?

- Ja
- Nee

Motiveer uw antwoord:

.....
.....

C2. Zal het ontwerp van regelgeving een directe of indirecte impact hebben op mannen of vrouwen, met name in de volgende sectoren: toegang tot werk, toegang tot gezondheidszorg, sociaaleconomische situatie, kwaliteit van het onderwijs, toegang tot cultuur, toegang tot sport, toegang tot informatie?

- Ja
- Nee

Motiveer uw antwoord:

.....

D. Conclusies

D1. Zal de impact van het ontwerp van regelgeving op de gelijkheid tussen mannen en vrouwen positief, neutraal of negatief zijn, rekening houdend met de antwoorden op de voorgaande vragen (cf. toegang tot middelen en uitoefening van de grondrechten)?

- Positief: bepaling die de ongelijkheden in de samenleving of in het beleid dat via het ontwerp wordt nagestreefd, tracht te corrigeren of verminderen.
- Neutraal: bepaling die op zichzelf geen verschil tussen vrouwen en mannen teweegbrengt, maar die door haar neutraliteit de reproductie van een al bestaande ongelijke situatie in de samenleving mogelijk maakt.
- Negatief: bepaling die een verschil tussen vrouwen en mannen creëert of kan creëren of accentueren via het beleid dat door het ontwerp wordt gevoerd.

Motiveer uw antwoord:

.....

D2. Als het ontwerp van regelgeving een negatieve of neutrale impact op de gelijkheid tussen vrouwen en mannen kan hebben, hebt u dan geprobeerd die **impact te beperken** of **in compenserende maatregelen te voorzien** bij de opstelling van het ontwerp van regelgeving? (Bijvoorbeeld via structurele maatregelen of tekstwijzigingen) **Zo ja, hoe?**

.....

E. Welke indicatoren zijn gepland om de impact van de regelgeving op vrouwen en mannen te meten?

Wordt in het kader van de evaluatie een wijziging/aanmaak van indicatoren overwogen?

.....

.....
.....

F. Bronnen

Welke bronnen hebt u gebruikt om de voorgaande vragen te beantwoorden? (Statistieken, onderzoek, referentiedocumenten, instellingen, referentiepersonen)

.....
.....
.....

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit 2022/528 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 juli 2022 houdende uitvoering van het decreet van 21 juni 2013 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van de Franse Gemeenschapscommissie.

Brussel, 7 juli 2022.

Voor het College :

B. TRACHTE,

Voorzitster van het College belast met Gezondheidsbevordering, Gezin, Begroting en Openbaar Ambt

R. VERVOORT,

Collegelid belast met Onderwijs, Crèches, Cultuur, Bijstand aan Personen met een Handicap, Toerisme en Schoolvervoer

B. CLERFAYT,

Collegelid belast met Beroepsopleiding en Internationale Betrekkingen

A. MARON,

Collegelid belast met Welzijn en Gezondheid

N. BEN HAMOU,

Collegelid belast met Sociale Cohesie en Sportinfrastructuur